Avons-nous besoin d'une nouvelle doctrine économique?

Autor(en): **Schaller, François**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **27 (1969)**

Heft [1]: **Adaptation de l'homme au monde de demain**

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-136478

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Avons-nous besoin d'une nouvelle doctrine économique?

François Schaller
professeur aux Universités de Lausanne et de Berne

Définir les notions dont on parle, en décrire le contenu et en préciser les limites, c'est là se plier à une discipline élémentaire que beaucoup de personnes, dont je suis, se refusent encore à abandonner. Malgré le temps extrêmement court qui m'est imparti pour traiter un sujet aussi vaste, je parlerai néanmoins de notre doctrine économique. Cette précaution étant prise, il sera relativement facile de répondre aux trois questions que l'on m'a demandé de traiter, à savoir:

— Quelles sont les causes et les conséquences de l'évolution économique contemporaine?

— Cette évolution confirme-t-elle, ou au contraire infirme-t-elle la doctrine économique classique?

— Quelles mesures peuvent être envisagées pour orienter l'évolution vers une prospérité toujours plus grande et générale?

1. En quoi consiste notre doctrine économique?

Cette notion peut être comprise soit dans un sens très large, soit dans un sens beaucoup plus restrictif.

a) Dans la première acception de ces termes, notre doctrine économique caractérise un système de production et de distribution fondé sur la propriété privée des moyens de production et orienté vers la recherche du profit maximum. Ces conditions postulent à leur tour, par la nature même des choses, la liberté d'action de la personne dans les limites du respect de celle des autres, et la responsabilité de l'être humain, corollaire inévitable de la liberté individuelle. M. Jacques Rueff ne définit pas notre doctrine économique, lorsqu'il dit que c'est un système « où l'équilibre économique est établi par le mécanisme des prix »[1]; il nous fournit le moyen de vérifier sa réalité à travers l'une de ses manifestations essentielles: la loi de l'offre et de la demande.

Une définition aussi large de notre doctrine économique s'est longtemps révélée nécessaire, afin de souligner nettement les différences opposant ce système, qualifié de capitalisme, à la doctrine collectiviste ou marxiste. Aujourd'hui, cette nécessité se fait beaucoup moins sentir, et pour trois raisons.

D'abord, la notion même de propriété a bien évolué, surtout depuis la fin de la guerre. Dans la pensée traditionnelle de l'Occident, la fonction de commandement ne se dissociait pas de celle de propriété. Actuellement, dans toutes les grandes entreprises plurinationales ou nationales, et même dans un grand nombre d'entreprises moyennes, la fonction de propriété est essentiellement passive. Le rôle des actionnaires est assez semblable à celui de tout créancier obligataire. Seuls, le risque couru et les possibilités de gain sont plus élevés. Le commandement est exercé par des spécialistes de qui la qualité de propriétaire n'est plus requise, et qui ne doivent leur succès — d'ailleurs toujours remis en cause — qu'à leur grande compétence. Ce sont les technocrates ou les organisateurs de James Burnham qui forment la technostructure chère à Galbraith. Semblable évolution vers une propriété qui tend à devenir de plus en plus largement répartie nous rapproche assez sensiblement du régime collectiviste.

Ensuite, il est de notoriété publique que les efforts accomplis en URSS pour restituer aux chefs d'entreprises une liberté et une responsabilité toujours accrues vont de pair avec un retour très spectaculaire aux lois de l'économie de marché. Avec la réhabilitation du profit, les Soviétiques et leurs satellites accomplissent un grand pas dans notre direction qui, elle-même, s'infléchit vers la leur. A l'Est, la volonté des masses populaires est assez puissante, aujourd'hui, pour que l'évolution amorcée se poursuive. Le rythme du mouvement nous importe assez peu, l'essentiel étant de constater cette lente convergence de deux régimes irréductiblement opposés il y a peu d'années encore, vers une doctrine dont il n'est plus insensé d'entrevoir l'unité.

Enfin, cette large définition de notre doctrine économique n'est pas de nature à préciser le style de notre économie par rapport à sa nouvelle antithèse, le courant de pensée oppositionnel qui prend forme depuis peu de temps. Je songe à ce qu'on nomme la « contestation », et qui puise sa source principalement chez deux grands philosophes contemporains, Mao Tse-Toung et Herbert Marcuse, ainsi que dans la doctrine anarchiste la plus classique. Sous le coup de cette attaque imprévue, ou je me trompe beaucoup ou nous allons assister à un bien singulier renversement des alliances. En effet, l'anarchisme, puisqu'il faut l'appeler par son nom, s'en prend évidemment au régime capitaliste, mais ne s'attaque pas moins au collectivisme marxiste. En ce qui concerne Mao Tse-Toung, il est superflu de s'étendre sur son opposition doctrinale à Moscou.

Le cas de Marcuse est plus complexe. Contre toute vraisemblance et contre toute logique (mais notre logique a-t-elle encore un sens pour Marcuse et les siens ?), le vieux philosophe se déclare disciple de Marx. « Comme vous le savez, je persiste à croire que j'ai toujours travaillé dans une ligne marxiste », a-t-il déclaré à Berlin en 1967 [2]. Rien n'est moins vrai. Marx n'a jamais eu pire contradicteur que Marcuse. Il s'agit probablement, de la part de ce dernier, d'une préoccupation d'ordre tactique, semblable à celle de certains de ses disciples qui préfèrent le qualificatif de contestataire à celui d'anarchiste, afin de ne pas effrayer, au cours d'une première phase opérationnelle, une opinion publique peu soucieuse de risquer le désordre permanent. Toutefois, le vocable retenu ne change rien à l'affaire, et c'est bien le drapeau noir qui enferme dans ses plis toutes les manifestations modernes de la contestation. Les communistes eux-mêmes ont souvent fait preuve de la même ruse, et on les voit encore, en certains pays, renoncer prudemment à ce qualificatif dans l'appellation de leur parti. Quoi qu'il en soit, la nouvelle vague d'opposition qui, venant de Chine, déferle sur deux de nos trois mondes, celui de l'Est et celui de l'Ouest, aura du moins le mérite de nous contraindre à repenser les fondements de notre doctrine économique, et à nous faire

mieux saisir les traits communs qu'elle présente de part et d'autre d'un rideau qui ne saurait être toujours de fer. C'est dans ce but qu'il nous faut à présent examiner la notion de doctrine économique en prêtant à ces termes un sens plus restrictif.

b) Notre économie est tout entière fondée sur le principe de rationalité. Tel est son trait caractéristique, et son mérite essentiel aujourd'hui contesté par certains. Tout problème économique se réduit à tirer le plus grand parti possible, c'est-à-dire la plus grande valeur, d'un certain nombre de moyens de production rares, à usages alternatifs (Lionel Robbins). Nous disposons de notre propre force de travail, qui est limitée. Nous disposons aussi de capitaux, qui ne sont pas moins limités, donc rares. L'action économique consiste à composer les facteurs de la production, non pas au hasard, mais de manière à en obtenir le maximum de résultat, c'est-à-dire, pour rester concret, de valeur. Vous tous, qui êtes engagés dans l'économie, vous vous pliez à chaque instant du jour à cette exigence fondamentale de la rationalité. Optimaliser l'utilisation des facteurs de production, tel est bien le but de toute recherche économique. Voilà qui mérite d'être examiné de plus près.

Pour se maintenir en vie, l'individu est obligé de satisfaire un certain nombre de besoins. Conserver l'existence est cependant un objectif dépassé, dans nos sociétés, depuis longtemps déjà. L'individu aspire à la satisfaction toujours plus large des besoins que toute société avancée éveille en lui. Ces besoins sont innombrables: la satisfaction des uns est immédiatement suivie de la naissance de plusieurs autres. Bien entendu, l'immense majorité de ces besoins sont artificiels, si l'on entend par-là qu'ils ont été suscités chez l'individu par le contact de son environnement. A l'exception du désir de boire de l'eau et de dévorer un animal afin d'assouvir sa soif et sa faim, éventuellement de s'abriter dans une grotte en cas d'intempéries, tous les besoins économiques sont artificiels. Il est plaisant de voir certains « intellectuels » s'en prendre violemment à une société de consommation en l'absence de laquelle il leur serait évidemment impossible d'élever leur protestation véhémente et tapageuse. Ils se servent de papier, d'un stylo, d'une machine à écrire, d'un journal quelconque qui sont tous des produits de la société de consommation. Ils font étalage de leurs connaissances en philosophie, en sociologie, en politique, en littérature, sans éprouver le moindre malaise à convenir que ces connaissances répondent chez eux à la satisfaction d'un besoin artificiellement créé par la société évoluée qu'ils condamnent.

La plus élémentaire objectivité nous oblige à reconnaître que tout critique de la société de consommation se pose en censeur non pas de ses propres besoins — car sur ce plan, la liberté de chacun est totale — mais des besoins éprouvés par les autres. Ce mépris profond témoigné à l'égard d'autrui, à qui le droit n'est plus reconnu d'établir, chacun pour soi, son échelle de valeur, a un aspect proprement cynique. Puisque la quasi-totalité de nos besoins sont artificiels, notamment les besoins les plus nobles de l'homme, ceux qui concernent, par exemple, l'art et la culture, à qui devra-t-on confier le soin de se substituer à notre propre volonté ? Qui recevra mission de dresser la liste de nos besoins légitimes et celle de nos besoins condamnables ? Quel surhomme, s'élevant parmi nous, osera dicter l'échelle de nos préférences et nous interdire d'aspirer à la satisfaction de besoins que nous éprouvons, même si nous sommes seuls à les éprouver ? Au nom de quels principes certains s'arrogeraient-ils le droit d'interdire à d'autres des satisfactions qu'ils ne ressentent pas eux-mêmes ?

L'homme se distingue de l'animal notamment par le fait qu'il éprouve des besoins artificiels, sans rapport avec l'instinct. Les animaux peuvent former des sociétés qu'on appelle essaim, fourmilière, banc ou troupeau. Ils ne donneront jamais naissance à une

société de consommation, car il appartient à l'homme seul de multiplier ses besoins pour accroître ses satisfactions.

Cependant, les besoins éprouvés par l'homme sont toujours plus nombreux que les biens appelés à les satisfaire. Il y a donc, en toute société humaine, ancienne ou moderne, primitive ou très évoluée, une pression exercée par les besoins innombrables sur des biens rares. L'économie est la science qui permet d'obtenir, d'une consommation limitée de facteurs de production, le maximum de biens et de services. Cela ne signifie nullement qu'il s'agisse de n'importe quels biens et services. C'est ici qu'intervient la notion d'optimum social, ou optimum de satisfaction.

En effet, le but de toute économie n'est pas la production, mais la consommation. L'inégalité fatale entre la somme des besoins et la masse des biens pose le problème économique. Il s'agit d'utiliser les facteurs de production rares de manière à obtenir, au total, la plus large somme des utilités. Comme l'utilité d'un bien est une notion subjective, il est indispensable, pour résoudre le problème posé, de questionner chaque individu, de connaître son échelle des préférences, de dresser l'inventaire de ses besoins. Ceux-ci ne varient pas seulement d'un être à l'autre. Ils se transforment à chaque instant chez le même individu. L'enquête à laquelle nous devons nous livrer est donc permanente. Il faut interroger chacun et à tout moment. Au sein d'une économie libre — et même à l'Est, aujourd'hui, de plus en plus — cette enquête générale et permanente, qu'aucun ordinateur ne pourrait encore mener à chef, s'effectue le plus simplement et le plus efficacement du monde par l'institution essentielle qu'on nomme: le marché. Chaque achat du consommateur est une indication de préférence, dont il appartient au producteur de tirer la leçon. Celui-ci est situé entre les deux lames des ciseaux que représentent le prix de vente et le prix de revient. Il est soumis à un effort de rationalité dont il ne pourrait s'affranchir qu'en détruisant le marché. Mais l'Etat et les consommateurs veillent à son maintien. Si le producteur est incapable de se plier aux dures exigences de la concurrence, il ne tardera pas à être éliminé de la course, pour le bien de la société tout entière dont l'intérêt évident est que le plus grand parti possible soit tiré des facteurs de production.

Notre doctrine économique est donc très précisément caractérisée par la recherche de l'optimalisation des facteurs de production [1].

Rappeler ce fait ne signifie nullement attribuer à l'économie une prééminence quelconque sur d'autres activités humaines. Tous les besoins de l'homme ne sont pas de nature économique, il s'en faut de beaucoup. Les préoccupations religieuses ou morales, par exemple, n'ont rien de commun avec l'utilisation des moyens de production. L'organisation politique de la société doit permettre à chacun de leur accorder toute l'importance qu'elles méritent. Il n'est pas nécessaire, pour cela, de s'opposer à la croissance rapide de l'appareil

[1] Je n'ignore rien de la critique que soulève ici la pensée socialiste traditionnelle: le maximum de production se mesure à la valeur des biens et des services. Cette valeur est attribuée aux fruits de la production par la demande *solvable*. Ainsi, seuls les besoins solvables sont satisfaits et le système est inéquitable.

Une telle objection ne manquait pas d'une certaine pertinence, à l'époque où les revenus de la majorité de la population étaient encore extrêmement faibles. Le chef d'entreprise moderne, soucieux d'étendre toujours ses débouchés, s'efforce constamment de rendre effectives et solvables des demandes jusqu'ici virtuelles. Tel est son intérêt. Le résultat est la croissance rapide des revenus réels de la classe économiquement la moins favorisée. Nous débouchons ainsi sur la société de consommation, objet de la critique des contestataires. Telle est la raison pour laquelle ceux-ci ne peuvent reprendre à leur compte l'objection classique sans risquer de tomber dans l'absurde.

de production et de restreindre la satisfaction d'autres besoins que l'économie, elle, peut assurer.

Relevons encore un point qui paraît important. La recherche du maximum de satisfaction, qui caractérise notre doctrine économique, est aussi explicitement formulée dans le marxisme. L'objectif nous est commun. Il tendrait à nous réunir, non à nous diviser. Les divergences apparaissent sur le plan des moyens, des systèmes propres à la réalisation du but. Ces divergences étaient jusqu'ici radicales. On a vu déjà qu'elles tendaient à s'estomper. Nous ne sommes, bien entendu, qu'au début d'un processus de convergence, dont il faut bien se garder de surestimer les effets aujourd'hui. Peut-être l'évolution qui se déroule à l'Est, dictée par l'impératif de l'utilisation des techniques modernes, est-elle néanmoins irréversible, car les techniques ne s'encombrent pas de considérations idéologiques. En revanche, notre doctrine économique est en opposition irréductible sur le but à poursuivre, et non sur les moyens, avec Mao Tse-Toung, Marcuse et les anarchistes, les contestataires modernes et les contempteurs de la société de consommation.

Cela étant rappelé, il me reste à présent à répondre aux trois questions précises qui m'ont été posées.

2. Quelles sont les causes et les conséquences de l'évolution économique contemporaine?

Cette évolution, très rapide depuis la fin de la dernière guerre, est sensible à chacun. Ses manifestations sont multiples. J'en évoque quelques-unes.

Un équilibre de croissance accélérée s'est substitué, parmi les objectifs des responsables de l'économie, à l'équilibre statique auquel tendaient nos sociétés occidentales, d'ailleurs sans succès, dans la période de l'entre-deux-guerres. Le revenu réel de la population a plus que doublé en vingt-cinq ans; il s'est accru davantage, durant cette période, qu'au cours des siècles de l'Antiquité et du Moyen Age. Il continue de s'élever à un rythme étonnant.

Le cauchemar de la crise générale de surproduction ne hante plus l'esprit de la jeune génération. Dans leur ensemble, les Suisses âgés aujourd'hui de trente ans n'ont jamais vu un cortège de chômeurs. Le chômage technologique, cette rançon du progrès, demeure dans le domaine des possibilités, encore qu'il ait pu être évité, en Suisse du moins, grâce aux efforts conjugués des partenaires sociaux et au niveau de formation professionnelle relativement élevé de notre main-d'œuvre. Un chômage d'origine différente doit encore être redouté, chez nous comme ailleurs: celui qui pourrait naître de troubles politiques ou sociaux. L'expérience nous enseigne combien l'économie a besoin de sécurité pour se développer.

On assiste à une véritable explosion des techniques. Le temps, pas très ancien cependant, où la plupart des cantons suisses interdisaient l'usage des pelles mécaniques sur les chantiers, nous apparaît plus proche de l'Antiquité que de notre époque.

La concentration économique, fruit du progrès technique, s'opère sur le plan international (zones de libre-échange, unions douanières) autant que sur le plan national. Les grandes entreprises se forment par croissance autonome, fusions, ou absorptions. Les firmes plurinationales se multiplient. Tout chef d'entreprise est contraint de repenser à chaque instant sa place sur le marché et ses raisons d'exister.

Les monnaies se déprécient à un rythme alarmant, et le phénomène est si général, bien que d'intensité variable selon les pays, qu'on dénomme couramment le XX^e siècle le siècle de l'inflation.

Une telle évolution n'a rien de mystérieux. A l'origine du processus se situe l'événement majeur de notre époque: la solution enfin apportée au problème des crises générales de surproduction. C'était la condition nécessaire et suffisante du progrès rapide des techniques. Les canuts ne descendent plus de la Croix-Rousse pour massacrer les métiers à tisser, les syndicats ouvriers ne luttent plus contre les innovations techniques, et les chefs d'entreprise ne redoutent plus les risques de l'investissement. Le coût de celui-ci fait peser sur la cellule de production une somme de frais fixes toujours plus grande qui doit donc se répartir sur une production toujours plus élevée, afin d'obtenir la baisse du prix de revient. Cette dynamique engendre la production de masse, qui elle-même oblige à la concentration. Pour absorber cette production croissante, les revenus doivent s'élever. Ils s'élèvent même, dans leur expression monétaire, au-delà de la production qu'ils ont mission d'absorber, donnant ainsi naissance à la surchauffe et à l'inflation.

Quant aux conséquences d'une telle évolution, elles commencent seulement à s'imposer aux esprits. Dans le processus de la production aussi bien que dans celui de la distribution, tout est perpétuellement remis en question. A tous les échelons, la valeur des cadres est moins fonction des connaissances acquises que de l'aptitude du sujet à assimiler des connaissances nouvelles. L'expérience est parfois un obstacle plus qu'un avantage. Partout, le temps d'instruction ne se limite plus à la période scolaire ou universitaire: la formation est continue et s'étend sur toute la durée de vie active. L'homme est confronté à des problèmes toujours différents et souvent entièrement nouveaux pour lui. Le système nerveux des cadres est soumis à rude épreuve.

Il semble néanmoins que les métamorphoses continuelles subies par notre environnement soient surtout préjudiciables aux jeunes esprits, dont la formation a de tout temps requis le calme, l'ordre et la stabilité. Beaucoup d'adolescents sont littéralement déroutés par les transformations incessantes et la complexité grandissante d'une société qui, d'emblée, exige d'eux un effort de mobilité et d'adaptation dont leurs aînés étaient dispensés. La tentation est grande, alors, de vouloir démolir le système, à l'extérieur duquel ces jeunes gens se situent encore, plutôt que de s'efforcer de s'intégrer à des structures économiques qui, inconsciemment peut-être, leur font peur. Une telle réaction est très naturelle. Nous ne devons pas oublier que toute création est destructrice (J. Schumpeter). Toute innovation des techniques est la destruction d'un ordre ancien et bien établi. Le progrès est donc, en un sens, une manifestation de désordre. Le Moyen Age en était très conscient, qui lutta si longtemps, et avec plein succès, contre toute transformation des techniques. Par plus d'un aspect, les contestataires sont aujourd'hui un vivant hommage rendu à la doctrine sociale du Moyen Age.

3. Cette évolution confirme-t-elle, ou au contraire infirme-t-elle la doctrine économique classique?

Si, par « doctrine économique classique », on se réfère à un certain nombre de règles et de principes qui formaient le corps de la doctrine libérale au XIX^e siècle, et qui s'inspiraient d'une éthique politique ou sociale au moins autant qu'économique, il est permis de dire qu'à notre époque il n'en demeure à peu près rien.

La direction s'est dissociée de la propriété, dans le cas de beaucoup d'entreprises, je l'ai déjà relevé.

La liberté d'association pour la défense d'intérêts communs, « prétendus » ou non (Le Chapelier), est reconnue à chacun. Les syndicats se sont généralisés à toutes les activités économiques, ou presque, y compris celle de professeur d'université.

La structure de la production s'est transformée: au grand nombre de petites entreprises (concurrence classique) se substituent de plus en plus, en certains secteurs, un petit nombre de grandes firmes (concurrence oligopolistique).

La concurrence, au total, n'est pas moins vive que dans le passé, mais elle a changé de forme, et presque de nature: au lieu de porter essentiellement sur les prix, elle se manifeste aujourd'hui dans les domaines de la recherche, de l'innovation, de la qualité et de la présentation du produit, de la publicité, des méthodes de conquête des marchés.

Le profit se confond de moins en moins avec le revenu de l'entrepreneur: il assure l'autofinancement, la croissance rapide et indépendante de la firme.

Le prix du travail ne se fixe plus sur le marché comme celui des pruneaux. Le salaire est déterminé, chez nous, sur la base de conventions collectives de droit privé, et de droit public chez certains de nos voisins. Il devient un instrument de la politique conjoncturelle, de la politique sociale et, en France du moins, de la politique tout court. Je parle ici du salaire nominal, monétaire, car le salaire réel, de par la nature même des choses, ne sera jamais fonction que de la production, et non de la bonne ou mauvaise volonté des parties en présence.

La monnaie a cessé d'être neutre, et n'est plus ce voile qui nous dissimule la réalité du troc (J.-B. Say). Elle aussi est devenue un puissant instrument de régulation de la conjoncture et d'expansion économique.

La crise générale de surproduction n'est plus considérée comme un mal nécessaire à l'assainissement de l'économie (L. Baudin), mais comme un fléau définitivement éliminé.

L'Etat n'est plus ce corps étranger à l'économie qui doit borner son activité à l'organisation de la police et de la défense nationale. Dans toutes les nations développées, l'Etat est le plus grand producteur de services, le plus grand distributeur de revenus, le plus grand consommateur. Il est responsable de la politique conjoncturelle et, à ce titre, son rôle économique est primordial.

Organisme vivant, l'économie subit de perpétuelles et profondes mutations. Elle se transforme à une cadence qui la rend méconnaissable d'un quart de siècle à l'autre. Les adversaires traditionnels du capitalisme, j'entends par-là le courant de pensée réformiste, en sont absolument déroutés. Leurs critiques étaient généralement fondées et pertinentes... vingt ans plus tôt. Aujourd'hui encore, ils continuent parfois de s'en prendre aux « patrons » dans un contexte qui prête à ce vocable son sens du XIX^e siècle. La critique du système a évolué beaucoup moins rapidement que le système lui-même. Quant à la pensée marxiste, tout a été dit déjà sur l'intangibilité de ses dogmes engendrant son incurable sclérose. Le courant moderne de pensée anarchiste et contestataire se situe, pour sa part, et comme nous allons le voir, sur un plan très différent.

Faut-il déduire des transformations continuelles subies par notre système économique, et qui se poursuivent aujourd'hui à un rythme accéléré — preuve de sa vitalité — que la doctrine économique classique est totalement dépassée ? Ce serait une lourde erreur. L'essentiel demeure, et n'a cessé d'être vérifié au long du siècle dernier et du nôtre. Le principe de rationalité domine à présent toute l'économie, aussi bien qu'au temps d'Adam Smith ou de Ricardo. Aujourd'hui comme dans le passé, et durant un long avenir encore, sinon toujours, les moyens de production sont rares, alors que le nombre des besoins est immense et comme infini. Le mérite de la doctrine classique est d'avoir donné naissance à un système économique rationnel, fondé sur la recherche scientifique, et permettant d'obtenir le maximum de résultat de la combinaison de moyens limités. Empirique au début, cette recherche ne cesse de s'affiner grâce au concours de techniques toujours plus perfectionnées. Ici aussi, les méthodes se transforment, mais la doctrine demeure, et le problème est toujours posé dans les mêmes termes.

Au début du siècle dernier, le chef d'entreprise recourait à son intuition. Il en appelle aujourd'hui aux services de l'ordinateur et restreint beaucoup, sans parvenir à le supprimer complètement, le champ de l'incertitude. Mais, voici que l'ordinateur lui réserve certaines surprises. La solution qu'il dicte aux problèmes posés est fréquemment la même que celle choisie par la nature [1]. Eclatante confirmation du caractère naturel, et non pas institutionnel, de la loi économique de rationalité. Cette recherche du maximum de résultat obtenu à l'aide d'un nombre fini de facteurs de production n'est pas une création de la classe bourgeoise. Elle est innée en l'homme; elle est naturelle, au plein sens du terme. On ne peut l'ignorer qu'au détriment de l'être lui-même. La doctrine économique classique, dont le système actuel procède en filiation directe, n'a donc pas inventé cette loi de rationalité. Elle a laissé libre cours à son action. En cela, elle s'oppose aux doctrines précédentes, au courant de pensée anarcho-contestataire actuel et aux autres critiques de la société de consommation, qui veulent faire violence à l'homme.

4. Quelles mesures peuvent être envisagées pour orienter l'évolution vers une prospérité toujours plus grande et générale ?

Sans revenir sur la nécessité d'une formation continue, exigence de notre époque, et sans m'étendre sur celle d'une mobilité géographique et professionnelle toujours plus développée, il m'apparaît surtout que deux écueils doivent être évités.

a) Le premier serait de vouloir forcer l'évolution, déjà très rapide, qui nous vaut à tous l'élévation continuelle de notre revenu réel et la prospérité générale. Il faut lutter contre la manie d'exiger une croissance sans égard à ses coûts, ce qui serait une entorse au principe de rationalité. Une connaissance plus approfondie des lois de l'économie chez tous les responsables de celle-ci évitera bien des erreurs et des fausses manœuvres. "L'homme peut autant qu'il sait", disait François Bacon, "car on ne peut vaincre la nature autrement qu'en lui obéissant"[3]. Ce vieil aphorisme conserve toute sa valeur. Laissons donc l'économie sur sa lancée, et le résultat ne manquera pas d'être fort réjouissant. N'oublions pas

[1] En voici un exemple. Supposons deux villes, A et B, l'une située au NW d'une rivière, l'autre au SE, les deux à même distance de la rivière. Il s'agit de relier A à B par une route. Le terrain au N de la rivière est favorable à la construction. Celui situé au S est marécageux. Parmi l'infinité de possibilités, quel tracé de la route sera le plus économique ? La solution dictée par l'ordinateur est une ligne brisée, dont l'angle est celui-là même d'un faisceau lumineux pénétrant dans un plan d'eau.

que la situation matérielle des moins favorisés s'améliore aujourd'hui en une dizaine d'années plus qu'en aucun siècle de l'histoire, déjà longue, de l'humanité.

Cela ne signifie pas, bien entendu, que le Pouvoir doive demeurer passif. Son rôle économique essentiel est de maintenir la conjoncture de croissance. L'Etat moderne doit donc perpétuellement lutter contre l'un ou l'autre des deux déséquilibres qui menacent constamment la croissance: la dépression, la crise et le chômage d'une part, l'emballement de l'économie, la surchauffe et l'inflation d'autre part. Il faut convenir que l'Etat est actuellement mieux outillé qu'autrefois et qu'il dispose de plus d'expériences récentes et de moyens pour tuer dans l'œuf toute amorce de dépression, que pour juguler la surchauffe et l'inflation. L'opinion publique suisse, par exemple, n'est pas encore très convaincue, semble-t-il, de la nécessité absolue qu'il y a pour une économie moderne de lutter avec la dernière des énergies contre le fléau de l'inflation. Sinon, la nouvelle loi fédérale sur la Banque nationale serait "sous toit" depuis quelques années déjà.

Quant aux milieux de l'économie privée, ils seront bien contraints de poursuivre toujours le rude effort d'adaptation qui leur est imposé depuis la fin de la guerre. Aucun repos ne peut leur être promis. Tout esprit de routine, toute carence d'imagination sont sanctionnés plus rapidement que jamais par l'élimination brutale du marché. Le chef d'entreprise n'a d'autre ressource que de suivre le mouvement général. Sa liberté de choix, tout compte fait, est sensiblement plus réduite que ne se l'imagine souvent le public.

b) Le second écueil à éviter est celui que dressent sur la voie de notre prospérité croissante les adversaires modernes de notre système économique. Qu'on ne se berce ici d'aucune illusion: au-delà du grand nombre de tendances, de sectes ou de groupuscules, aussi bien qu'à travers un vocabulaire nouveau, étrange, trop souvent dépourvu de toute signification précise, se dessine la volonté très ferme, et partagée par tous, de jeter à terre notre système économique en s'en prenant à ses fondements: son principe de rationalité, et son appareil de production. Le temps est révolu où les critiques les plus dangereux centraient leurs attaques sur le secteur de la distribution. Aujourd'hui, c'est à la production qu'on s'en prend ainsi qu'à la loi de rationalité qui l'inspire. L'offensive, dont le plan et les méthodes furent admirablement exposés par Marcuse au Comité des étudiants de l'Université libre de Berlin-Ouest, du 10 au 13 juillet 1967[4], ne laisse subsister aucun doute sur la volonté délibérée des contestataires de précipiter la chute de nos sociétés humaines. Tout l'effort de destruction porte sur l'économie. La lutte est déclenchée sur deux fronts. Il n'est pas superflu de le rappeler pour terminer.

On sait que tout progrès des connaissances humaines n'a jamais été réalisé qu'au moment où la science naissante est parvenue à s'affranchir de ses hypothèques philosophiques, métaphysiques et politiques. La seule façon de permettre à un débat scientifique de réaliser quelque progrès de la connaissance est de le dépolitiser. Les Soviétiques en conviennent aujourd'hui implicitement, qui ont opéré un retour à une séparation très nette entre l'idéologie politique et la recherche économique. Marcuse est si conscient du fait qu'il enjoint à ses disciples de ne jamais se situer sur le plan de la rationalité, sous peine d'aboutir à une impasse. Il admet que sur le plan de la raison, lui et les siens jouent perdants. Après lui, ses disciples demandent donc de politiser le débat; ils agitent les arguments « humanitaires » et « moraux » les plus vagues qui soient, conformément aux instructions de l'énigmatique « Déclaration de Grenoble ». Ils entendent noyer toute discussion dans un fleuve de phrases creuses. Chaque fois que nous sommes en face d'un contradicteur qui s'en prend à l'apolitisme, il y a tout à parier qu'il s'agit d'un disciple de Marcuse qui

n'acceptera jamais le recours à la raison. Ce que veulent détruire ces critiques est le principe même de rationalité. Ils ont fait preuve de perspicacité et se sont livrés à une analyse efficace en dénonçant, dans la rationalité, le principe de vie de l'économie moderne.

D'autre part, il s'agit de s'en prendre à l'appareil de production. Dans une conférence donnée récemment à Lausanne, M. Ernest Mendel, théoricien belge, insista beaucoup sur le fait que l'économie moderne ne pouvait être ruinée qu'en paralysant la production, et non en s'en prenant à la répartition comme le préconisent les adeptes du réformisme. Marcuse — toujours lui — paraît plus réaliste. A la différence de Marx qui fondait ses espoirs révolutionnaires sur le mécontentement des classes prolétariennes alors misé-reuses, Marcuse reconnaît sans ambages que la classe ouvrière ayant largement profité des bienfaits du capitalisme, son esprit révolutionnaire s'est émoussé à tel point que la paix sociale est désirée par l'immense majorité des populations occidentales. Voilà qui est de nature à désoler notre philosophe. L'hommage qu'il rend ainsi aux succès du libéralisme économique est très remarquable. Permettez-moi de vous lire ce passage important: « Nous ne combattons pas une société terroriste. Nous ne combattons pas une société qui a fait la preuve qu'elle ne fonctionne pas. Nous ne combattons pas une société en voie de désintégration. *Nous combattons une société qui fonctionne extraordinairement bien, et — qui plus est — nous combattons une société qui a réussi à éliminer la pauvreté et la misère dans une proportion que les stades précédents du capitalisme n'avaient pas atteinte* »[5]. Sur ce point, il est réjouissant de constater que l'accord est général. Il l'est tellement que Marcuse ne peut plus compter sur aucune classe sociale pour se livrer à la révolution. Le sachant pertinemment, il place ses espoirs dans cinq groupes: les pauvres des ghettos, les poètes, les écrivains, les intellectuels et les étudiants. Ce qu'il attend d'eux est à la mesure de sa « morale » et de son « humanisme ». Il leur assigne la tâche de faire naître dans la population de nouveaux besoins, à condition que ceux-ci soient de nature telle qu'ils ne puissent être satisfaits par l'appareil de production capitaliste. Créer des besoins qu'on ne peut satisfaire équivaut à propager le mécontentement. Les mécontents feront la révolution. Il faut donc persuader chacun qu'il est malheureux, exploité, trompé, volé, joué, et naturellement aliéné, afin de priver l'homme de son actuelle joie de vivre, que Marcuse lui reproche. La tactique est proprement diabolique. Elle est pratiquée adroitement, aujourd'hui, par tous les contestataires, qui s'entendent à merveille pour créer partout le mécontentement et, se prenant à leur propre jeu, finiront par être eux-mêmes réellement insatisfaits d'une prospérité économique dont ils sont, parmi d'autres, les grands bénéficiaires.

Si nous réussissons à éviter ces deux écueils et à progresser résolument sur la voie suivie depuis vingt ans, nul doute que nous parviendrons, après une ou deux générations, à affranchir l'homme de tout souci matériel. L'individu pourra dès lors consacrer la plus grande partie de sa vie à des activités d'ordre supérieur. Alors, plus que jamais, nous aurons besoin d'un véritable humanisme, non pas dirigé contre le bonheur de l'homme, mais destiné au contraire à assurer le plein épanouissement de sa personnalité. Et c'est encore au sein de la doctrine chrétienne, plutôt que chez Marcuse, qu'un tel humanisme pourra puiser sa source.

---

[1] Jacques RUEFF: *Les fondements philosphiques des systèmes économiques;* Payot, Paris 1967, p. 460
[2] Herbert MARCUSE *: La fin de l'Utopie ;* Delachaux & Niestlé, Neuchâtel 1968, pp. 126-127.
[3] François BACON *: Cogita et cisa ;* III, 611.
[4] Herbert MARCUSE *: op. cit.*
[5] Idem, p. 87.